

**EXTRAIT DU REGISTRE DES  
DELIBERATIONS DU BUREAU DU SYNDICAT  
DU 15 NOVEMBRE 2017**

DS/RT

**OBJET : N° 2.2 – ADMINISTRATION GENERALE– FINANCEMENT AGENCES DE L'EAU :  
MOTION DE SOUTIEN A LA POLITIQUE DE L'EAU**

L'an deux mille dix-sept, le quinze du mois de novembre à quinze heures, le BUREAU DU SYNDICAT DES EAUX DU BASSIN DE L'ARDECHE - S.E.B.A. -, dûment convoqué par le Président du Syndicat, s'est réuni au siège du Syndicat, sis quartier Les Vergnades à LARGENTIERE, sous la présidence de M. Jean PASCAL, Président du Syndicat.

Etaient présents :

M. Jean PASCAL, Président du Syndicat,  
M. Gilles DEVANCIARD, Vice-Président du Syndicat,  
M. Philippe SAUBIN, Vice-Président du Syndicat,  
M. Jean-François CUTTIER, Vice-Président du Syndicat  
M. Jean-Claude BACCONNIER, Vice-Président du Syndicat,  
M. Philippe MERINE, Vice-Président du Syndicat,

Mme Geneviève CHASTAGNIER, Vice-Présidente du Syndicat,  
M. Joseph FALLOT, Vice-Président du Syndicat,  
M. Stéphane CIVIER, Vice-Président du Syndicat,  
M. Patrice FLAMBEAUX, Vice-Président du Syndicat,  
M. Jean-Léon VIELLEARD, Vice-Président du Syndicat,  
M. Jean-Manuel GARRIDO, Vice-Président du Syndicat,  
M. Jacques CHARRIERE, Vice-Président du Syndicat,

A donné pouvoir :

M. Christian FAUGIER, Vice-Président du Syndicat, à Mme Geneviève CHASTAGNIER.

Etait absent excusé :

M. Angelin RAMANMALI, Vice-Président du Syndicat,

A été élu secrétaire de séance : M. Stéphane CIVIER

**OBJET : N° 2.2 – ADMINISTRATION GENERALE-  
FINANCEMENT AGENCES DE L'EAU : MOTION DE SOUTIEN A LA POLITIQUE DE L'EAU**

**(La présente délibération a été soumise à l'examen du Bureau en vertu de l'article L.5211-10 du Code Général des Collectivités Territoriales et des délibérations du Comité Syndical en date du 26 mai 2014 et 3 juillet 2017).**

Les débats relatifs au projet de loi de finances (PLF 2018) de l'Etat ont débuté au Parlement. L'Assemblée Nationale, en première lecture, a acté des dispositions spécifiques relatives aux Agences de l'Eau, établissements publics de l'état gestionnaires des redevances spécifiques prélevées notamment sur les usagers des services d'eau potable et d'assainissement collectif.

Ainsi, le projet de loi de finances 2018 remet en cause le principe « l'eau paie l'eau » mise en œuvre par les Agences de l'Eau. Il contient notamment une hausse des prélèvements de l'Etat, un plafonnement des redevances perçues par ces agences et une baisse d'effectifs sur cinq ans.

La réduction des moyens des Agences de l'Eau interviendrait alors même que le Ministère leur demande d'élargir leurs domaines d'action à la biodiversité terrestre et à l'adaptation au changement climatique. Cela pourrait réduire significativement les capacités d'investissement en matière d'assainissement, de renouvellement des réseaux d'eau et de préservation des milieux aquatiques, secteurs traditionnellement soutenus par les Agences de l'Eau.

Outre un abondement au budget de l'Etat, quasi-traditionnel désormais, destiné à la réduction des déficits publics, le PLF 2018 instaure notamment un prélèvement en vue de financer la part de l'Etat dans les parcs nationaux et l'office national de la chasse et de la faune sauvage...

Il est proposé au bureau syndical du SEBA de :

- rappeler que la ressource en eau est plus que jamais un facteur déterminant pour l'attractivité et le développement des territoires et que l'expertise et les aides financières apportées par les Agences de l'Eau aux collectivités, industriels, artisans, agriculteurs et associations, sont essentielles à l'activité économique et à l'emploi ;
- déplorer les prélèvements annoncés sur les budgets des Agences de l'Eau, compromettant l'équilibre financier de ces agences et donc l'éventail et le taux des aides qu'elles pourront attribuer ;
- préconiser d'abandonner le principe d'un plafonnement des redevances des Agences de l'Eau (ou de ponction forfaitaire sur ses recettes), ce mécanisme étant antagoniste des exigences croissantes en matière d'action environnementale ;
- s'étonner de la demande de réduction des effectifs demandés aux Agences de l'Eau, tandis que leurs missions s'élargissent et que moins de 5 % des agents relèvent du budget de l'Etat.

Après en avoir délibéré, le bureau syndical, à l'unanimité des membres présents ou représentés, **ADOpte** cette motion.

POUR EXTRAIT CERTIFIE CONFORME,

Le Président,

Jean PASCAL